les infos

Vendredi 11 octobre 2013



LES NOUVELLES DU FRONT

La commission de suivi du PSE des services centraux a été informée du point de la 2ème session, à la veille de la prochaine. 118 reclassements sont opérés, 115 départs validés et 37 PTA depuis le début du plan. Soit 270 dossiers traités représentant l'équivalent de 208 suppressions de postes. On remarquera que la 1ère session a validé 94 départs, la seconde seulement 21. La tendance que nous avons analysée se confirme, on ne fait pas la queue au guichet des départs et le nombre réel de suppressions d'emplois sera très en deçà des chiffres annoncés initialement. Sur les 270 dossiers traités, la CGT en suit plus d'une centaine désormais. Les « directement concernés » ne se bousculant pas, le Campus Métiers Mobilité prévoit de leur faire des offres, qu'ils ne sont nullement tenus d'accepter, rappelons-le.

FUITES EN AVANT

Le transfert des activités titres des back-offices de SGCIB vers la filiale d'Accenture démarre le 14 octobre. Lors de la commission de suivi du 9 octobre, la CGT a critiqué les nombreux arrangements que la direction de GBS a pris pour passer en force coûte que coûte. Censés nous rassurer, nos interlocuteurs ont juré que le risque opérationnel incomberait à partir du 14 à Accenture, mais nous croyons nous souvenir que ce n'est que jusqu'à une certaine



limite... Risque d'autant plus grand que le principe d'étanchéité des systèmes de la Société Générale avec l'extérieur est totalement violé par ce transfert. Pendant de long mois, les logiciels et les serveurs vont rester à la Société Générale, gracieusement mis à disposition d'Accenture dont les salariés auront l'accès en écritures sur des données qui repartiront ensuite dans nos systèmes. Rien qui ne semble perturber chez GBS, qui assure avoir mis en place des « contrôles renforcés ». La CGT a prévenu qu'en dernier ressort, les 54 « missionnés », autrement dit des salariés qui ont refusé de rejoindre Accenture à qui on demande d'aller leur apprendre le métier, ne sauraient être en risque et ne devaient en aucun cas continuer à passer des écritures chez le prestataire, sous aucun prétexte.

TOUTE HONTE BUE...

... on commet ce crime-là! écrivait Hugo. C'est ainsi que les élus de CCE se sont tus pour finalement laisser ceux de la CGT seuls dénoncer la grève xénophobe lancée par les syndicats de la DEC de Bastia. Une grève qui bafoue les principes de la solidarité de l'emploi dans le groupe pour mettre en avant une « préférence locale »... Voilà qui ne contribue pas à redorer la médaille du syndicalisme.

LA POLITIQUE DE LA SERPILLIÈRE

On ne se lasse pas de raconter les avanies de nos chers Directeurs. Notre honorable correspondant de la DEC de Tours n'avait jamais vu autant de coups de serpillière donnés jusque sur les dessus d'armoires depuis 30 ans qu'il officie dans son agence. Il faut dire que Jean François Sammarcelli visitait la DEC le lendemain... est-il de ces maniaques qui passent le doigt sur la poussière des étagères, de ces dirigeants qui méconnaissent les conséquences de leur politique de réduction des coûts? Ou alors a-t-il affaire à des pratiquants de la politique de la serpillière?

CGT Société Générale
Paris La Défense 92972 CX - 01.42.14.30.68
cgt.sg@wanadoo.fr

Internet: www.premiumwanadoo.com/cgt.sg/ Intranet: Portail SG, Salariés France, Espace syndical, CGT